

## **Ils nous mentent... Ne soyons pas dupes !**

Désolé pour celles et ceux qui y croyaient encore mais : « on nous ment ! »

« *Nous sommes prêts* » lance le ministre Blanquer en début de crise de coronavirus et 24 heures avant l'effondrement des services numériques de son ministère.

« *Il y aura une grande souplesse locale* » assène notre premier ministre en annonçant la reprise de l'école lors de la sortie du déconfinement.

« *Les maires auront toute autorité et souplesse pour organiser la reprise de l'école* » nous affirme le président Macron quelques jours avant la reprise des écoles.

Ce type d'allégations est courant chez nos politiques. Nous les avons entendues quotidiennement durant cette période. Elles ont soi-disant vocation à rassurer alors qu'elles ne font que décrédibiliser à nouveau la parole politique.

Je voudrais vous livrer un exemple qui illustre toute cette stratégie schizophrénique entre parole politique, rouages intermédiaires et acteurs de terrain que nous sommes. Un exemple parmi tant d'autres ! L'histoire se passe en mai 2020 dans un village du sud-ouest. Une semaine avant cette pseudo-reprise, comme dans des milliers d'établissements scolaires, se tient une réunion entre mairie, équipes enseignantes de la commune et association des parents d'élèves, tout ceci afin d'étudier concrètement la faisabilité d'une réouverture des écoles au regard du protocole sanitaire mis en place par l'éducation nationale. L'accord entre les différents acteurs ne tarde pas : conditions non réunies face à ce protocole, prise de risque trop importante pour les enfants et le personnel. L'école ne peut donc reprendre. Mais, ce qui est ainsi décidé en toute collégialité au niveau des acteurs concernés, ne l'est en fait point du tout. Il manque l'aval du *haut fonctionnaire* qui doit justifier de son autorité suprême. Et bien ce sera NON ! La mairie, ne voulant point se laisser abuser, insiste puis demande alors une décharge de responsabilité à la préfecture pour se couvrir face aux risques encourus. Montant sur ses grands chevaux, celle-ci envoie alors sans ménagement la mairie sur ses plate-bandes. Les menaces tombent, sanctions financières à la clé ! Selon la même logique, la direction de l'école sollicite une demande de même type à son autorité supérieure. Sachant comment fonctionne le système hiérarchique de l'éducation nationale, on renvoie rapidement la direction de l'école à sa propre responsabilité liée à son « statut ».

Et voilà, le tour est joué. L'équipe enseignante, l'angoisse au ventre, assurée d'avoir toute responsabilité en la matière, se voit obligée de remettre le couvert pour assurer une reprise... qui n'en est pas une. Heureusement pour elle, le ministre Blanquer, toujours au front dans les médias, reste bien présent pour la rassurer et l'encourager. « *On veut éviter l'école garderie. Il va se passer des choses importantes sur les plans pédagogique et social en mai et juin* ». Comme si l'on pouvait encore le croire !

Cet exemple local illustre parfaitement ce qui se déroule sous nos yeux, et dans tous les champs d'action, à l'échelon national. Des acteurs de terrain qui tentent de faire au mieux, au nom de leur éthique professionnelle, de leurs missions et des valeurs qui fondent le sens même de leur métier. Et, en face, des *autorités* qui n'ont en tête qu'obéir à tout prix à *l'autorité supérieure* et notamment au seul mot d'ordre actuel : ouvrir à tout prix les écoles pour sauver la reprise économique du pays sous quelques prétextes surnois tels que la resocialisation des enfants. Il illustre également non moins parfaitement la problématique de l'obéissance/désobéissance. « *La première raison pour laquelle les hommes servent volontairement, c'est qu'ils naissent serfs et qu'ils sont élevés dans la servitude* » nous disait déjà Étienne de La Boétie au 16<sup>è</sup> siècle.<sup>1</sup> La première cause de l'obéissance se situe bien à la fois dans l'omission de la liberté et la coutume de vivre dans une société hiérarchisée où règne la domination des uns sur les autres. N'est-ce pas encore une fois ce qui se joue dans cette pseudo-reprise de l'école qui ne fait qu'enclencher derrière une déjà pseudo continuité pédagogique ?

Le *monde d'après* est une question largement évoquée actuellement. Les initiatives pleuvent, et c'est une excellente chose. Alors oui, appelons à une réelle démocratie critique, à une résistance éthique qui trouve sa légitimité dans l'affirmation d'une exigence éthique et morale. Frédéric Gros nous rappelle que « *l'insurrection ne se décide pas. Elle saisit un collectif, quand la capacité à désobéir ensemble redevient sensible, contagieuse, quand l'expérience de l'intolérable s'épaissit jusqu'à devenir une évidence sociale* ». <sup>2</sup> Nous ne manquons pas de motifs qui auraient dû, depuis longtemps, susciter notre responsabilité : les injonctions paradoxales, notamment dans notre monde éducatif ; le creusement des injustices sociales, des inégalités de fortune ; la dégradation progressive de notre environnement ; le processus contemporain de création des richesses.

Ne sommes-nous pas assez lucides et responsables pour prendre les décisions qui nous concernent en notre âme et conscience ? Arrêtons surtout de nous culpabiliser et de nous déresponsabiliser face à des injonctions qui n'ont ni queue ni tête. Repensons simplement aux valeurs et aux missions qui nous ont amenés là où nous sommes. Et sachons prendre les bonnes décisions, celles qui ont du sens, en toute autonomie et responsabilité.

François Le Ménahèze, enseignant, formateur. ICEM-Pédagogie Freinet.

<http://lemenaheze-francois.eklablog.com/>

Auteur de *Désobéir est parfois un devoir*. Éditions libertaires, 2020.

---

1. De La Boétie E.. *Discours de la servitude volontaire*. Petite bibliothèque Payot, Paris. 1576 - réédition 2002.

2. Gros Fr. *Désobéir*. Albin Michel. Flammarion. 2017.